



## Entrée programmée de la Turquie dans l'Europe. (Octobre 2004)

(Forum pour la France- Mouvement Démocrate Français- CLUB DES ELUS ET ANCIENS ELUS GAULLISTES DE CONVICTION )

**Sans que nous en soyons vraiment informés, des négociations continuent à être menées entre la France et la Turquie sur un sujet brûlant, celui de l'adhésion de cette dernière à l'U.E.**

Une délégation du **Sénat** composée de M.Xavier de Villepin, M.Durand-Chastel et J.P Massenet a, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, effectué une mission en **Turquie** au mois de septembre dernier. Elle a rendu compte de sa mission au Sénat le 22.10.2003 au nom d'une commission à laquelle appartient quelques sénateurs « amis » M.Christian de la Malène, J.P Autexier, Emmanuel Hamel et un qui devrait l'être : Monsieur Philippe De Gaulle.

La délégation a constaté : que l'alternance politique liée à la victoire<sup>5</sup> de l'**AKP** était un événement majeur puisque le parti de la justice et du développement a raflé la majorité des sièges (363 sur 550), il constate aussi que les observateurs s'interrogent sur la nature de ce parti (Islamiste) et se demandent s'il ne remet pas en cause les acquis du Kémalisme : laïcité, place des femmes et respect des valeurs démocratiques. Elle se demande aussi quelle sera, à terme, les réactions de l'Armée, gardienne du **Kémalisme**.

Malgré ces interrogations, la délégation se félicite d'une « stabilité » politique en Turquie

L'AKP : Rappelons que le patron de l'AKP, M. Erdogan a été condamné pour incitation à la haine religieuse. Ce parti récent, d'inspiration religieuse, est une scission et un recentrage de la mouvance islamiste, il est composé de personnalités de droite et du centre, il voudrait se faire appeler (démocrate – musulman) comme il existe des partis (démocrates-chrétiens) –

Déclaration de l'AKP à la délégation « Lorsqu'il rejoindra le Parlement européen, l'AKP intégrera le groupe du Parti populaire européen » l'UMP n'aura plus qu'à se sauver à toutes « voiles ».

### La délégation du Sénat constate :

- 1) que la Laïcité proposée par l'AKP ne correspondait pas à la Laïcité à la Française (ce n'était pas la peine de se déplacer pour cela) et que la volonté d'**Ataturk** de parachever la séparation de la religion de l'Etat en éditant un code civil, en imposant l'alphabet latin et en interdisant les tenues religieuses pouvait être remise en cause, (déjà des

femmes de ministres sont voilées) et que l'AKP cherche à trouver une place pour la religion dans la société

1. 2) que la tendance modérée et pro-européenne de l'AKP reste dominante et qu'elle pourrait permettre la normalisation de la place de la religion dans la société, c'est à dire comme en Europe, son cantonnement dans la sphère privée.

**L'Armée Turque** ; Pour se conformer aux règles européennes, (critères de Copenhague) l'Armée doit se défaire de son rôle prépondérant. Or l'Armée reste présente dans de nombreuses instances – Conseil de l'enseignement supérieur par ex. Son explication sur son maintien est la suivante : si nous partons, la religion sera de nouveau dominante dans nos universités. **Malgré l'optimisme de la commission, l'affaire avec l'Armée n'est pas réglée.**

**Economie** : Agriculture : 16% du P.I.B – l'Industrie 24% et les services 60% - revenu par habitant, 2500dollars (2002) La Livre turque a été dévaluée de 50% par rapport au dollar et la dette publique (90% du PIB) risque à tout moment d'entraîner le Pays dans un état d'insolvabilité. (Les charges d'intérêts représentent 18% du P.I.B, 83% des recettes budgétaires)- Les Turcs ont tellement peu confiance dans leur monnaie qu'ils la transforment en dollars (tient pas en euros) qui représentent 56% des dépôts bancaires, notons au passage que 20% des actifs détenus par les banques sont des créances fortement douteuses.

Par contre la Turquie possède un taux de croissance de l'ordre de 4 à 5% grâce à ses exportations (essentiellement avec l'Europe) qui ont doublé en 4 ans (+34% en 2003).

Le **FMI** impose à la Turquie, contre une aide de 16,3 milliards de dollars, le maintien d'un excédent budgétaire à hauteur de 6,5% du PIB et de baisser son taux d'inflation (18,4% en 2003) – Le manque d'argent de l'Etat rend impossible tout grand projet d'investissement ou d'infrastructure. L'Etat va augmenter la pression fiscale et vendre une partie de ses biens. (Il est encore propriétaire de 70% des terres)

Pas d'investissements d'Etat, pas d'investissements privés, peu d'investissements étrangers, sauf de la France. Il est certain que l'Europe et ses fonds structurels sont attendus avec impatience.

Problème avec l'Irak L'Alliance de la Turquie avec l'Amérique est l'une des données stratégiques importantes de la région. Cette alliance est permanente depuis 1950, elle a été concrétisée par l'entrée de la Turquie dans l'**OTAN** (18 février 1952) et la formation d'un triangle Ankara-Tel-Aviv – Washington.

La Turquie a réussi, grâce à ses liens privilégiés avec les **USA**, d'obtenir de la communauté internationale le droit d'intervenir dans le Nord de l'Irak et d'y instaurer une présence militaire sur une profondeur d'environ 50km.

N'oublions pas que les **Turkmènes** (irakiens d'origine turque) sont environ 2 millions de personnes et qu'ils entendent jouer un rôle dans le futur Gouvernement irakien, ainsi que dans les institutions.

Même si la Turquie a refusé (vote du Parlement turc du 1er mars 2003) de participer au conflit, il n'empêche qu'elle a servi de base logistique aux Américains, qu'elle s'apprête à jouer un rôle dans ce Pays (qui de plus sera dans l'obligation d'acheter son eau à la Turquie) ce qui pourrait entraîner l'Europe vers des conflits qui ne la regarde pas.

Constatons que les relations entre USA et Turquie ne se sont pas dégradées, que la Turquie vient d'obtenir des US un prêt de 8,5 milliards de dollars (22.09.2003, suite au vote par le Parlement turc du déploiement de leurs troupes en Irak sur les frontières Irako-Jordaniennes et Irako-Syriennes.

Le déploiement des troupes turques a été repoussé, pour diverses raisons, mais le déploiement d'une force économique est réel, les entreprises turques ont signé pour 4 milliards de dollars de travaux à effectuer en 2004.

### **Rendez-vous européen de 2004 :**

#### **La délégation affirme :**

Que la demande d'adhésion de la Turquie, est la suite logique du choix Occidental de Mustapha Kemal au début des années 1920.

Qu'elle est la suite logique de son adhésion et de sa participation aux organisations européennes ou euro-atlantiques ? **OSCE, Conseil de l'Europe (1949) OTAN.**

Accord d'association avec la CEE « accord d'Ankara 23.12.1963 » qui prévoyait que la Turquie pouvait devenir membre de l'U.E – un texte additionnel du 23.11.1970 entré en vigueur le 1.01.1996 l'a fait entrer dans l'union douanière. **Il est nécessaire de préciser que la C.E.E de 1963 n'a pas grand chose à voir avec l'U.E d'aujourd'hui, il s'agissait alors d'une communauté économique, il s'agit maintenant d'une Europe fortement politisée et qui risque de se transformer en Super Etat si les divagations de MR. V.G.E se concrétisaient.**

La Turquie a déposé sa candidature en avril 1987 (reconnue en décembre 1999)

Un partenariat pour l'adhésion a été reconnu en 2002 (sous la présidence française) et 2003.

La Turquie est actuellement éligible aux prêts de la banque européenne d'investissements et à déjà reçu quelques prêts

Une aide de pré-adhésion a été accordé à la Turquie elle est passée à 1 milliard d'euros

Une aide annuelle passera de 250 millions d'euros en 2003 à 500 millions en 2006

Que cette candidature est aujourd'hui reconnue et que les négociations d'adhésion devraient s'ouvrir dès décembre 2004.

Signalons que les relations Franco-Turques se sont arrêtées le 18 01 2001, date du vote par le Parlement Français de la reconnaissance du Génocide arménien.

La délégation française se félicite d'une volonté très forte rencontrée en Turquie pour intégrer l'Europe.

Elle affirme que la Turquie stabilise sa situation politique et économique

Que la Turquie est un partenaire nécessaire pour la reconstruction de l'Irak

La délégation n'a pas mis l'accent sur le problème des minorités ethniques et religieuses, pas plus qu'elle ne prend en considération l'Armée, qui ne se laissera pas déposséder de son pouvoir, de la situation économie à la traîne et soumise aux dons des uns et des autres ,ni sur le problème de la dépossession de l'eau et de l'assèchement de l'Irak et de la Syrie étrangement passés sous silence, ni sur les problèmes démographiques, aucune étude sur son évolution. L'Europe sera confrontée à un envahissement de cette population « procréatrice » et fortement islamisée. Aucun risque de guerre avec l'Iran, la Syrie n'a été évoqué – le problème Kurdes est juste désigné – Chypre sera le leurre pour favoriser l'entrée dans l'Europe.

Nous qui voulons que la France reste une nation, Il est temps de prendre conscience que l'entrée de la Turquie, le projet d'une constitution et la demande d'un siège pour ce machin européen au conseil de sécurité de l'ONU, mettent notre Pays en danger. Il est temps aussi de se mobiliser pour que notre Patrie qui a su si souvent montrer aux autres Nations le chemin de la raison, reste pour nous et les autres pays qui en ont tant besoin, LIBRE et INDEPENDANTE – qu'elle reste SOUVERAINE.

**Henri Fouquereau**

© Forum pour la France 2004-2007

Reproduction autorisée avec mention de la source et de l'auteur

<http://www.forumpourlafrance.org>